

NOUVELLE-CALÉDONIE: QUI JETTE LE CAILLOU DANS LA MARE?...

À moins de deux mois du troisième référendum que l'État français a décidé d'organiser le 12 décembre, l'ambiance sur le *Caillou* est à la crispation entre l'ensemble du mouvement indépendantiste réclamant son report en 2022 et les forces dites «loyalistes» réclamant son maintien sur fond d'une position gouvernementale pour l'instant inchangée quant à l'échéance. Mais qu'en est-il des tenants et aboutissants de cette situation?

Après dix-huit mois de situation «Covid-free» sur l'ensemble du *Territoire* au prix de mesures très strictes acceptées par tous (isolement de la *Grande Terre* et des îles, restriction de circulation inter-îles et des entrées, quatorzaine obligatoire...), le variant *Delta* de la pandémie s'est récemment et subrepticement invité sur le *Territoire* déclenchant une terrible vague de contamination. À ce jour plus de 260 décès en quelques semaines (ce qui équivaldrait à plusieurs dizaines de milliers de morts pour la France hexagonale!) dont plus de 50% concernant la communauté kanak et plus de 25% la communauté océanienne, sur fond de co-morbidités assez répandues (surpoids, diabète, conditions de vie précaires).

Vague pandémique, mesures sanitaires et coutume de deuil

Face à cette catastrophe sanitaire touchant très inégalement les différentes populations du *Territoire*, le gouvernement actuel dirigé par Louis Mapou, figure importante de la tendance UNI-Palika du FLNKS (ancien représentant du FLNKS en France dans les années 80-90 après Jimmy Ounei, aujourd'hui décédé, et Hnalaine Ureguei) a pris des mesures à la fois raisonnées et très fortes (gestes barrières, port du masque, pass-sanitaire, mesures de confinement ciblées, obligation vaccinale dans un proche avenir...), montrant par là tout le sens des responsabilités de la part des dirigeants indépendantistes, et obtenant l'accord quasi unanime de tous les courants politiques, y compris opposés, au *Congrès de la Nouvelle-Calédonie*. Par ailleurs les communautés mélanésiennes et polynésiennes dans la douleur, font preuve, elles aussi, de leur parfaite obéissance aux restrictions des enterrements notamment en acceptant des sépultures provisoires près de Nouméa sans pouvoir accompagner leurs proches à leur terre et/ou île d'origine, et de ne pas pouvoir provisoirement respecter leurs rituels de deuil coutumier longs et compliqués nécessitant le déplacement de tribus entières impossible en ces temps de restriction de circulation et de gestes barrières. Il en résulte bien humainement une quasi-impossibilité d'avoir la tête, le temps et l'énergie à l'organisation d'une campagne électorale référendaire; d'où l'unanimité du camp indépendantiste (toutes les tendances du FLNKS, ainsi que toutes les autres composantes - MNSK, PT, USTKE, Dynamic Sud -) réclamant un report du référendum en 2022, la date limite prévue par les *Accords de Nouméa* étant avant octobre 2022.

Dans le même temps, les forces attachées au maintien du *Territoire* dans la République française, rassemblées dans «*les Voix du Non*», s'arc-boutent quasi unanimement (sauf *Calédonie Ensemble* qui accepte d'envisager un report éventuel en cas de pandémie incontrôlée) sur la date initialement prévue ayant parfaitement compris que, pour elles, la campagne référendaire se fait quasi toute seule tout simplement en mettant l'accent sur toutes les mesures sanitaires exceptionnelles - et réelles! - que le gouvernement français met en place pour faire face localement à la pandémie et à ses conséquences (réserve sanitaire massive venue de métropole, transfert de malades, aides aux entreprises et aux personnels) prouvant par avance tout l'intérêt de rester «*dans la France*» pour le futur. Et certains de leurs leaders en rajoutent sur la nécessité d'enfin «*purger*» les *Accords de Nouméa* qui n'ont que trop duré, tout comme le sénateur Pierre Frogier, ancien compagnon de Pierre Maresca, ancien pied-noir pro-OAS (aujourd'hui décédé), de sinistre mémoire au temps des milices Lafleur, réclamant récemment plus d'engagement de l'État français. Ce même Frogier est l'un des tenants d'une proposition de donner une autonomie accrue aux 3 *Provinces actuelles* en cas de victoire du *Non* à l'indépendance comme gage donné aux indépendantistes, tout en peinant à cacher le dangereux projet de partition qui en découlerait avec une *Province Sud* rassemblant 75% de la population du *Territoire* (et la plus importante population kanak aussi!) ainsi que 75% de l'économie locale! Et, il y a

quelques mois, un autre des anciens lieutenants de Jacques Lafleur, Pierre Brétegnier, d'une famille rapatriée du Maroc (quand il est devenu indépendant) en Nouvelle-Calédonie, qui fut l'un des signataires des *Accords de Matignon* de 1988 au titre du RPCR, l'une des principales têtes pensantes de la droite coloniale déclarait au moment où elle venait de perdre la majorité au Congrès en avril 2021: «*En route vers l'indépendance kanak? C'est naturel de discuter avec les leaders indépendantistes mais ils gagnent à chaque fois du terrain. Systématiquement, chacune de leur revendication touchant à l'avenir institutionnel du pays ou à la politique d'exploitation du nickel commence sous la pression violente du FLNKS et, au final, quand ils n'ont pas tout obtenu - ce que les négociateurs loyalistes annoncent comme une victoire - ils ont, à chaque fois, fait avancer d'un pas la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance kanak et socialiste [...] D'où la Calédonie ressort à chaque fois un peu moins française. Il faudra un jour se donner les moyens de stopper ce processus, sinon de l'inverser*». Ce qui résume l'état d'esprit actuel revanchard des «loyalistes»!

Et le gouvernement français, garant des *Accords passés*, s'en tient-il à la neutralité?

Tout en affirmant s'en tenir à sa soi-disant neutralité dans l'application stricte des *Accords de Nouméa* de 1998, faisant suite aux *Accords de Matignon* de 1988, en fait, le gouvernement français s'affirme clairement partisan du maintien dans la France: «*La France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie!*», dit Macron; ou la récente intervention du Premier ministre Castex à l'Assemblée nationale: «*Nous avons réaffirmé notre souhait fort que le choix des Calédoniens soit celui de la France*». Ce qui rend cette campagne référendaire totalement inéquitable et faussée, d'autant qu'il a récemment produit le document sur les «*conséquences du Oui et du Non*», totalement déséquilibré entre les avantages du *Non* et les risques du *Oui*! Et par ailleurs dans le grand projet d'*Axe indo-pacifique* cher à Macron depuis 2017, et récemment ridiculisé par le choix australien des sous-marins nucléaires étatsuniens, la Nouvelle-Calédonie est une pièce maîtresse; ce qui peut d'ailleurs s'entendre - sans pour autant l'accepter - sur fond d'avancée de la Chine dans nombre de nouveaux États indépendants du Pacifique.

Paul Néaoutyne, signataire des *Accords de Nouméa*, ancien bras-droit de Jean-Marie Tjibaou et actuel président de la *Province Nord*, a raison d'invoquer le respect de la parole donnée car, lors du dernier *Comité des signataires* avec Édouard Philippe en 2019, celui-ci avait aussi lui-même fait la proposition d'un référendum en septembre 2022, après les échéances présidentielle et législatives nationales pour éviter toute collusion. Rappelons-nous l'attaque de la grotte d'Ouvéa en 1988 dans le cadre d'un bras de fer Chirac - Mitterrand dans l'entre-deux tours de la présidentielle! Mais le gouvernement Castex a changé la donne préférant demander à son ministre des Outre-Mer, Sébastien Lecornu, d'organiser des «*rencontres Léprédour*» (du nom d'un îlot calédonien en face de Boulouparis, propriété du Haut-Commissariat, surnommée «*l'île du Haussaire*»), en vase clos avec des invités sélectionnés plutôt que de rester fidèle aux *Comités des signataires réguliers* à Matignon. Certes il en va de la prérogative du gouvernement de fixer la date du référendum, mais, depuis des mois et bien avant la vague virale, le camp indépendantiste a fait connaître sa préférence pour 2022. Et aujourd'hui, déjà 25 communes indépendantistes refusent d'organiser le scrutin du 12 décembre.

Par ailleurs, internationalisant le problème, l'ambassadeur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'ONU vient solennellement, au nom du *Groupe Fer de lance* rassemblant les États mélanésiens du Pacifique et le FLNKS comme membre à part entière, de demander au gouvernement français un report au nom de la situation sanitaire exceptionnelle actuelle sur le *Territoire*.

Qui sont les auteurs d'éventuels troubles à venir?

Oui, les boycotts anciens décidés par les Kanaks rappellent des moments douloureux, mais à chaque fois avaient-ils le choix devant des trahisons successives de la parole donnée et des projets authentiquement néocoloniaux? Les «loyalistes» ont beau jeu de tenter de faire peur à l'évocation de ces boycotts, tout en prédisant déjà de funestes lendemains en cas de résultats faussés par la «*non-participation*» kanak (mot d'ordre unitaire actuel), allant même jusqu'à demander l'application des résultats du 2^{ème} référendum du fait de l'impossibilité de tenir le 3^{ème} par la faute des Kanaks! Mais qu'elles étaient les situations qui avaient poussé les Kanaks au boycott, y compris actif; qui en étaient responsables à l'origine?

Alors ceux et celles qui risquent de provoquer des troubles à venir sont ceux et celles, gouvernement français compris, qui refusent de reporter le référendum en 2022, ne serait-ce que par respect pour la coutume de deuil du peuple kanak si durement touché par la pandémie (avec le décès de nombreux cadres du mouvement indépendantiste dans la fleur de l'âge, sans pour autant oublier tous et toutes les anonymes de tous âges).

Puissent l'humanité et la raison prendre le pas sur les calculs bassement politiques; il en va du destin commun dans le Pays! Soutenons le peuple kanak, encore aujourd'hui dans une nouvelle et terrible épreuve, dans sa revendication d'une *Kanaky-Nouvelle-Calédonie* souveraine et indépendante dans le respect de toutes les composantes de sa population!

Daniel GUERRIER, *ancien co-président de l'ASDPK,*
(Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak)
en compagnie de Jean Chesneaux, Jean-Jacques De Felice et Alban Bensa,
dans les années 80, aujourd'hui tous trois disparus, Alban venant de nous
quitter ce 10 octobre, et je tiens à saluer ici sa mémoire).
